



LES PROPOSITIONS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



PLACER L'ÉCOLOGIE AU COEUR DU DEVELOPPEMENT

La désertification, le recul de la biodiversité, l'épuisement et le pillage des ressources, le réchauffement climatique, la pollution de l'air, de l'eau et des sols sont des questions vitales.

La France doit mettre tout son poids pour faire prévaloir une vision durable et solidaire du développement. Il faut agir pour une redéfinition des modes de production, de consommation et d'échanges, rompant avec les règles du capitalisme mondialisé. Cet engagement doit se poursuivre en direction de la communauté internationale pour la mise en oeuvre du protocole de Kyoto.

A l'échelle internationale, notre pays doit agir pour coordonner les recherches scientifiques sur l'environnement. A l'école, une large place doit être accordée à la culture scientifique et technique et aux enjeux du devenir de notre planète.

Je propose de soumettre à un grand débat national et citoyen une loi de programmation contre le réchauffement climatique, avec pour objectif de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050.

POUR UNE POLITIQUE AMBITIEUSE DE L'ÉNERGIE, JE PROPOSE :

- Un programme d'économie et d'efficacité énergétique, notamment dans les transports et l'habitat. Il favorisera les transports collectifs, le train, le feroutage, le transport fluvial et le cabotage maritime. Les nouvelles constructions seront sous la norme HQE (Haute Qualité Environnementale).
- Le nucléaire et la politique énergétique font débat. Ce débat doit être mené de manière transparente et soumis à référendum. Je propose d'engager un grand effort de recherche en deux directions. Premièrement, en direction de toutes les énergies renouvelables ; deuxièmement, pour un nucléaire sécurisé et durable. L'EPR et les générateurs de la quatrième génération ainsi que ITER pour la fusion devront contribuer à cet effort de recherche.
- La constitution d'un pôle public autour d'EDF et GDF unifiés et renationalisés travaillant sous le contrôle d'une Haute Autorité pluraliste et citoyenne.
- La création d'une agence européenne de l'énergie.

[L'EAU N'EST PAS UNE MARCHANDISE !

Dans notre pays, la domination des grands groupes privés sur la fourniture de l'eau potable (Vivendi-Environnement, Suez- Lyonnaise des eaux, Bouygues) est écrasante. Ils engrangent un profit captif dès que le robinet coule, totalisent 4,6 milliards d'euros de chiffre d'affaires et livrent une guerre économique sur le marché international de l'eau. Les consommateurs payent une ardoise de plus en plus lourde et la qualité de l'eau demeure en deçà des normes européennes.

Il est temps d'aller vers une maîtrise sociale et publique de l'eau pour sortir de la logique de marchandisation. Pour cela, il faut doter notre pays d'un service public de l'eau et travailler, à l'échelle de la planète, à de nouvelles coopérations.